

381.1 - ES/byo

La Havane, le 9 octobre 1974

RAPPORT POLITIQUE NO 6

an						a/a
Date:						
Visa						
EDA						
Ref. p. A. 21.31. <i>Havana</i>						

~~Monsieur Pierre G r a b e r~~

Conseiller fédéral

Chef du Département politique
fédéral*La gehalten am* 29. Mai 1980
3003 B e r n e

AF
 276/x

Avec l'accord de la Direction administrative, je suis arrivé à La Havane en fin d'après-midi, à bord d'un avion charter qui transportait également tous mes effets de déménagement, lundi 30 septembre dernier. Les autorités colombiennes me facilitèrent au maximum les formalités de sortie et l'accueil que nous réservèrent, à ma femme et à moi, les autorités cubaines fut également extrêmement chaleureux et empreint de considération et d'attentions auxquelles j'étais bien loin de m'attendre. La meilleure preuve est que le soir même tous nos bagages, petits et gros, étaient à la résidence.

Mon étonnement ne se limite pas à ces premières marques de courtoisie. Trois jours plus tard, en l'absence du ministre des affaires étrangères - M. Roa assiste à l'assemblée générale des Nations Unies à New York - j'ai été reçu par le premier

- 2 -

Vice-ministre, auquel j'ai remis la copie de mes lettres. Et vendredi 4 octobre, j'ai eu l'honneur de présenter mes lettres de créance et celles de rappel de mon prédécesseur à Monsieur le Président de la République, Dr. Osvaldo Dorticós Torrado. Il semble que ce soit là un fait sans précédent, les nouveaux ambassadeurs faisant généralement antichambre plusieurs semaines avant d'être reçus.

En recherchant qu'elles furent les raisons de ce traitement particulièrement flatteur, j'en découvre trois principales. Tout d'abord la réception que vous avez faite récemment au Ministre Roa. Son suppléant m'a dit combien le gouvernement l'a appréciée. Ensuite l'appréciation que les autorités ont acquise de la manière dont l'ambassade s'acquitte de sa tâche de représentation des intérêts étrangers qui lui sont confiés. Enfin le fait que je suis venu d'un pays voisin qui ne cache pas son désir de normaliser ses relations avec l'île de perle.

Tout cela m'a été dit par M. Anillo et répété par le Président Dorticós. A la veille de mon départ de Colombie, j'ai été reçu par le Président Lopez-Michelsen. J'ai eu avec lui un entretien de plus d'une heure, tout empreint de cordialité et de grande franchise, qui me prouvèrent l'amitié dont il m'honore. Il m'a chargé alors d'un message personnel pour le Président Dorticós mentionnant en souriant qu'il devait être transmis "out of records". Ce message consistait à faire savoir que la Colombie

- 3 -

entendait normaliser le plus rapidement possible ses rapports avec Cuba, et que le gouvernement ferait tout pour que ce soit "très bientôt". De même, le général Rodriguez-Lara, président de l'Equateur, lors de ma visite d'adieu à Quito, m'avait chargé de faire savoir que son gouvernement était en faveur de la levée des sanctions contre Cuba et le ministre des affaires étrangères, que l'Equateur serait prêt, sans plus attendre, de vendre du pétrole à mon nouveau pays de résidence, s'il manifestait le désir d'en acheter.

Le Président Dorticós m'a retenu près de quarante minutes. Il m'a posé de nombreuses questions sur les conditions intérieures tant de la Colombie que de l'Equateur auxquelles j'ai répondu très franchement.

Mes premiers pas dans le "premier pays libre d'Amérique" se sont donc faits très facilement et semblent être de bon augure pour ma mission. Je m'emploierai à ce qu'elle se déroule pour le plus grand profit de notre pays. Mon premier collaborateur est d'avis que le fait que je n'ai pas passé par Washington avant de venir à La Havane a été très apprécié ici. Puis-je dire que c'est intentionnellement que je l'ai fait, me réservant de prendre officiellement contact avec le State Department, une fois que je serai bien informé des différents aspects locaux du mandat qui nous a été confié.

